



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

caoutchouc et plastiques

Question au Gouvernement n° 1358

Texte de la question

SITUATION DE L'ENTREPRISE GOODYEAR À AMIENS

M. le président. La parole est à M. Gilbert Mathon, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Gilbert Mathon. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Le jour même où l'UNEDIC annonce 639 000 chômeurs de plus en 2009, la direction de Goodyear a décidé, à l'issue du comité central d'entreprise, un plan social de 820 licenciements au sein de la division " Fabrication de pneus tourisme " de l'usine d'Amiens. Elle envisage, en outre, de vendre la division agraire, qui compte 500 salariés, dont l'emploi est par conséquent également menacé.

Après Continental, cette nouvelle catastrophe industrielle pour la Picardie est la conséquence directe de la politique de l'Europe libérale menée par la droite européenne, qui a fait le choix de la déréglementation, du *dumping* social et fiscal et de l'absence de politique industrielle d'envergure.

La décision de Goodyear apparaît comme un règlement de compte, après le refus des salariés d'accepter une nouvelle organisation du travail en 4x8. Un réaménagement des rythmes de travail n'est pas la garantie de la survie de l'entreprise ; les 1 000 employés de Continental en ont fait la douloureuse expérience.

Alors que cette entreprise n'a fait l'objet d'aucun investissement depuis quinze ans, c'est un mauvais procès que l'on fait au site d'Amiens, en s'abritant derrière des réalités économiques. Pourtant, les salariés amiénois ont, depuis longtemps, consenti des sacrifices, en ce qui concerne tant leurs rémunérations que leurs conditions de travail, lesquelles se sont dégradées au fil des années, souvent au prix de leur santé.

Après Continental, Creysensac, Valeo et maintenant Goodyear, qu'attend le Gouvernement pour réagir et réclamer le soutien des fonds européens, notamment d'une partie du Fonds d'ajustement à la mondialisation de l'Union européenne, comme l'a fait le gouvernement socialiste espagnol pour venir en aide au secteur automobile, confronté à des licenciements massifs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation*. Monsieur le député, l'annonce par l'entreprise Goodyear-Dunlop de la suppression de 820 emplois à Amiens est d'abord directement liée à la conjoncture économique. Je cite un chiffre : au premier trimestre, le marché du pneu a baissé de 40 %. Cette usine n'est donc pas la seule concernée ; vous avez d'ailleurs évoqué ce qui est arrivé aux sites européens de Continental.

La situation conjoncturelle est donc très difficile. Toutefois vous n'avez donné qu'une explication partielle de ce qui s'est passé. Je rappelle, en effet, que, après dix-huit mois de négociations entre l'entreprise et les salariés,...

M. Maxime Gremetz. Il n'y a pas eu de négociations. Vous mentez !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. ...72 % d'entre eux se sont prononcés, par un vote qui a eu lieu en juin dernier, en faveur d'une nouvelle organisation du temps de travail...

M. Jean-Paul Lecoq. Ils ont été trahis !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. ...laquelle était liée à un investissement de 52 millions d'euros sur trois ans, qui aurait permis de pérenniser le site d'Amiens-nord. Or, à la suite de ce vote, un syndicat - majoritaire, c'est vrai - a refusé que cet accord soit mis en oeuvre.

M. Maxime Gremetz. Vous mentez !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Il s'agit de la CGT. On ne peut que le déplorer, d'autant que les salariés du site

d'Amiens-sud ont fait un autre choix, qui a permis la pérennisation de ce site.

Aujourd'hui, le Gouvernement, qui est évidemment aux côtés des salariés de Goodyear, se battra pour obtenir la reprise de l'activité agricole, que vous avez évoquée, ainsi qu'un plan de sauvegarde de l'emploi digne et à la hauteur de ce que les salariés sont en droit d'exiger. Telle est la mission que nous avons confiée au commissaire à la réindustrialisation, qui travaillera avec les différents partenaires locaux. Nous ne laisserons personne au bord du chemin. *(Applaudissements sur divers bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Gilbert Mathon](#)

Circonscription : Somme (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1358

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 mai 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 mai 2009